

Appel à l'action de Kampala

Plus de 600 délégués, dont des chefs d'État, des ministres, des représentants de collectivités locales et de leurs associations, de partenaires du développement, d'organisations internationales, du monde universitaire, de la société civile et du secteur privé, se sont réunis à Kampala du 4 au 6 octobre 2010 pour le premier Forum mondial sur le développement local, organisé par l'UN Capital Development Fund (UNCDF) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et présidé par le gouvernement ougandais.

Aux yeux des organisateurs, les participants au premier Forum mondial sur le développement local :

ONT RÉITÉRÉ leur engagement en faveur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015 ;

ONT RECONNU que dans de nombreux pays les progrès en faveur des OMD ont été limités et/ou sont menacés par les effets de la crise économique mondiale et les défis du changement climatique, les États fragiles et les moins développés étant sujets à des vulnérabilités particulières ;

ONT CONSTATÉ qu'un réel consensus est en train d'émerger au sein de la communauté internationale sur le rôle crucial que les gouvernements peuvent jouer pour accélérer les progrès en faveur des OMD ;

SONT CONSCIENTS des atouts potentiels dont disposent les collectivités locales pour fournir des services de base comme la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, promouvoir le développement économique local, riposter au changement climatique et gérer les ressources naturelles, garantir l'égalité des sexes et contribuer à la consolidation de l'État dans des situations d'après crise, ainsi que de l'impact direct et important que peuvent avoir sur la réalisation des OMD les mesures prises par les autorités locales dans tous ces domaines;

ONT RECONNU que les collectivités locales ne sont pas seuls acteurs dans l'espace local et qu'il faut forger des partenariats avec toutes les autres parties prenantes aux OMD, dont les agences gouvernementales centrales et provinciales/des États, les partenaires du développement, la société civile et le secteur privé ;

ONT CONSTATÉ que les collectivités locales peuvent jouer un rôle crucial d'orientation et de coordination vis-à-vis des multiples acteurs opérant dans l'espace local et qu'elles sont idéalement placées pour faciliter la création de partenariats stratégiques en faveur du développement local ;

ONT RECONNU qu'une décentralisation limitée, un appui insuffisant et un contrôle inadéquat de la part des autorités centrales, l'absence de mesures incitatives financières ou autres et des capacités relativement peu développées peuvent sérieusement entraver les aptitudes des collectivités locales à encourager le développement local et à contribuer à la réalisation des OMD ;

ONT RECONNU qu'un niveau appréciable d'autonomie locale est d'une importance cruciale pour l'élaboration des politiques et leur mise en oeuvre, afin de permettre aux collectivités locales d'imaginer des ripostes novatrices aux défis que posent la réalisation des OMD et la lutte contre la pauvreté, avec des programmes et projets propres à la localité pour mobiliser les ressources de la communauté locale et du secteur privé et compléter ou multiplier les ressources et initiatives nationales et mondiales.

Les participants au Forum :

ONT CONVENU du fait que les collectivités locales jouent un rôle majeur dans la conception et la gestion des stratégies de développement local qui contribuent à la réalisation des OMD ;

ONT CONVENU que pour localiser les OMD, il faudra :

1. Continuer d'appliquer le Programme d'action 2008 d'Accra et impliquer les collectivités locales dans la préparation, la mise en oeuvre et le suivi des politiques nationales de développement en vue d'atteindre les OMD,
2. Poursuivre la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel, le renforcement des capacités locales et l'élaboration de mesures financières incitatives pour que les collectivités locales puissent appliquer les politiques nationales avec compétence au sein des localités et aussi élaborer leurs propres politiques locales en vue de réaliser les OMD, d'encourager la participation citoyenne et de mobiliser des ressources supplémentaires sur place,
3. Veiller à ce que les principes et normes adoptés au plan international concernant la démocratie locale, la bonne gouvernance et la décentralisation aient un véritable effet aux niveaux national, des États ou local, et en contrôler la mise en oeuvre pratique.

Les participants au Forum :

ONT EXHORTÉ les autorités nationales et leurs partenaires du développement, le secteur privé et les organisations de la société civile, ainsi que les collectivités locales et leurs associations à accélérer la réalisation des OMD en adoptant, tout en tenant compte de leurs contextes nationaux respectifs, l'approche "Développement local grâce aux collectivités territoriales", laquelle se fonde sur la conception et la gestion de stratégies de développement local par les autorités locales, afin d'arriver à un développement durable.

ONT EXHORTÉ les dirigeants politiques nationaux et les autorités nationales à :

1. Reconnaître que des politiques nationales de développement local sont nécessaires pour faire avancer les réformes sur la décentralisation, afin que celles-ci ne se limitent pas à la mise en place de structures politiques et administratives infranationales mais créent les conditions favorables à des administrations locales démocratiques tournées vers le développement.
2. Laisser aux collectivités locales une autonomie appréciable, et notamment, le cas échéant, une reconnaissance légale et constitutionnelle, afin de leur permettre d'exercer leur leadership, d'innover pour répondre aux défis nombreux et variés que pose le développement local, de mobiliser des ressources supplémentaires sur place, de stimuler l'émergence d'une participation civique active et au bout du compte, de devenir de meilleurs partenaires de l'État dans la lutte contre la pauvreté,
3. D'exercer le leadership requis pour que toutes les agences de l'administration centrale procèdent aux réformes sur la décentralisation de façon cohérente, pour vaincre les résistances bureaucratiques au transfert des fonctions et des ressources et renforcer les capacités de l'administration centrale afin qu'elle puisse appuyer et superviser les collectivités territoriales autonomes et mieux rendre compte de leurs propres activités tant à leurs administrés qu'à l'État,
4. Mettre en place les structures nécessaires à de bonnes relations intergouvernementales entre les administrations centrales, des États et locales, afin de garantir une coopération étroite et un consensus sur la localisation des OMD.

ONT EXHORTÉ les partenaires du développement à :

1. Veiller à ce que les stratégies et programmes d'assistance externe au pays soient au courant des initiatives nationales et les soutiennent afin de promouvoir le développement local et de mettre en place les réformes sur la décentralisation, notamment en impliquant les collectivités locales dans la conception et la mise en oeuvre des stratégies,
2. Veiller à ce que les modalités d'aide conçues à l'origine pour harmoniser l'aide extérieure et l'aligner sur les politiques sectorielles nationales ne renforcent pas les tendances

centralisatrices et ne compromettent pas les aptitudes des collectivités locales à participer activement, et à faire en sorte que leurs avantages comparatifs soient pris en compte dans la conception et la mise en oeuvre de telles politiques,

3. Fournir, chaque fois que c'est possible et pertinent, une aide coordonnée à l'élaboration de stratégies de développement local et aux programmes de mise en oeuvre connexes,
4. Appuyer le renforcement des capacités des collectivités locales pour qu'elles puissent concevoir et mettre en oeuvre des stratégies de développement local qui contribuent à la réalisation des OMD, en forgeant de plus en plus souvent des partenariats avec lesdites collectivités locales et leurs associations nationales, régionales et mondiales.

ONT EXHORTÉ le secteur privé et les organisations de la société civile à :

1. Collaborer avec les autorités tant locales que nationales pour recenser le potentiel et les ressources présents sur place et peu exploités et en tirer le plus grand parti possible, y compris les ressources humaines, financières et naturelles,
2. Maintenir un dialogue ouvert et constructif avec les autorités nationales et locales pour favoriser la mise en place d'un environnement propice aux affaires,
3. Collaborer avec les autorités locales pour élaborer des stratégies de développement local et définir un agenda commun, et faire intervenir leurs ressources financières et leurs capacités humaines pour leur mise en oeuvre,
4. Promouvoir les partenariats et développer des solutions émanant de la communauté et du secteur privé pour la fourniture de services de base ayant un impact sur la réalisation des OMD, et renforcer les partenariats avec les collectivités locales afin de mettre ces solutions en oeuvre de façon efficace,
5. Plaider pour l'autonomisation des collectivités territoriales et les responsabiliser en mettant en place les institutions requises pour l'audit social des performances des administrations locales et en encourageant la transparence et l'inclusion de tous.

ONT EXHORTÉ les associations de collectivités locales à :

1. Faire leur et défendre l'idée que les collectivités territoriales ont un rôle à jouer dans le développement, en se focalisant sur ce qui doit être fait pour promouvoir un développement local réel, favorable aux pauvres, en plus de la mise en place de structures et systèmes infranationaux,
2. Plaider pour des réformes de décentralisation motivées par un engagement stratégique national en faveur du développement local et fournir le degré d'autonomie indispensable aux autorités locales pour qu'elles se sentent en mesure de contribuer à la réalisation des OMD,
3. Sensibiliser les collectivités locales et renforcer leurs capacités pour qu'elles puissent réaliser leur potentiel en matière de développement local et d'ODM, en se focalisant sur le leadership local et l'adoption de pratiques de gestion stratégiques,
4. Élargir et approfondir leur interaction avec les partenaires de l'aide au développement en exprimant systématiquement les préoccupations et besoins des collectivités locales lors de processus de négociation et de formulation des programmes d'aide au niveau national, et en offrant des voies nouvelles et complémentaires pour l'aide externe afin de renforcer les capacités des collectivités locales en matière d'élaboration des politiques et d'administration du développement,
5. Travailler aux niveaux régional et international pour diffuser et encourager les bonnes pratiques dans les administrations locales et faciliter les partenariats internationaux entre collectivités locales ainsi que les liens entre villes.

ENFIN

Les organisateurs du Forum mondial et ses participants **ONT CONVENU** qu'une "approche locale" peut ne pas être *la seule* solution aux difficultés économiques, sociales et environnementales, mais qu'elle peut certainement *faire partie de la solution*. Les participants au forum ont convenu qu'il est

possible d'envisager un avenir où les zones rurales seront florissantes, les villes seront des pôles de développement et les bénéfices de la croissance seront répartis entre pays et au sein de ceux-ci.

L'UNCDF et le PNUD, organisateurs du Forum mondial, continueront de mener les actions proposées plus haut en appuyant les initiatives des autorités nationales, des partenaires du développement, du secteur privé, des organisations de la société civile et des collectivités locales et de leurs associations, afin de continuer à autonomiser les autorités locales et de faire en sorte qu'elles réalisent leur plein potentiel en tant qu'agents clés du changement et du développement.

Appel à l'action de Kampala

Plus de 600 délégués, dont des chefs d'État, des ministres, des représentants de collectivités locales et de leurs associations, de partenaires du développement, d'organisations internationales, du monde universitaire, de la société civile et du secteur privé, se sont réunis à Kampala du 4 au 6 octobre 2010 pour le premier Forum mondial sur le développement local, organisé par l'UN Capital Development Fund (UNCDF) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et présidé par le gouvernement ougandais.

Aux yeux des organisateurs, les participants au premier Forum mondial sur le développement local :

ONT RÉITÉRÉ leur engagement en faveur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015 ;

ONT RECONNU que dans de nombreux pays les progrès en faveur des OMD ont été limités et/ou sont menacés par les effets de la crise économique mondiale et les défis du changement climatique, les États fragiles et les moins développés étant sujets à des vulnérabilités particulières ;

ONT CONSTATÉ qu'un réel consensus est en train d'émerger au sein de la communauté internationale sur le rôle crucial que les gouvernements peuvent jouer pour accélérer les progrès en faveur des OMD ;

SONT CONSCIENTS des atouts potentiels dont disposent les collectivités locales pour fournir des services de base comme la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, promouvoir le développement économique local, riposter au changement climatique et gérer les ressources naturelles, garantir l'égalité des sexes et contribuer à la consolidation de l'État dans des situations d'après crise, ainsi que de l'impact direct et important que peuvent avoir sur la réalisation des OMD les mesures prises par les autorités locales dans tous ces domaines;

ONT RECONNU que les collectivités locales ne sont pas seuls acteurs dans l'espace local et qu'il faut forger des partenariats avec toutes les autres parties prenantes aux OMD, dont les agences gouvernementales centrales et provinciales/des États, les partenaires du développement, la société civile et le secteur privé ;

ONT CONSTATÉ que les collectivités locales peuvent jouer un rôle crucial d'orientation et de coordination vis-à-vis des multiples acteurs opérant dans l'espace local et qu'elles sont idéalement placées pour faciliter la création de partenariats stratégiques en faveur du développement local ;

ONT RECONNU qu'une décentralisation limitée, un appui insuffisant et un contrôle inadéquat de la part des autorités centrales, l'absence de mesures incitatives financières ou autres et des capacités relativement peu développées peuvent sérieusement entraver les aptitudes des collectivités locales à encourager le développement local et à contribuer à la réalisation des OMD ;

ONT RECONNU qu'un niveau appréciable d'autonomie locale est d'une importance cruciale pour l'élaboration des politiques et leur mise en oeuvre, afin de permettre aux collectivités locales

d'imaginer des ripostes novatrices aux défis que posent la réalisation des OMD et la lutte contre la pauvreté, avec des programmes et projets propres à la localité pour mobiliser les ressources de la communauté locale et du secteur privé et compléter ou multiplier les ressources et initiatives nationales et mondiales.

Les participants au Forum :

ONT CONVENU du fait que les collectivités locales jouent un rôle majeur dans la conception et la gestion des stratégies de développement local qui contribuent à la réalisation des OMD ;

ONT CONVENU que pour localiser les OMD, il faudra :

1. Continuer d'appliquer le Programme d'action 2008 d'Accra et impliquer les collectivités locales dans la préparation, la mise en oeuvre et le suivi des politiques nationales de développement en vue d'atteindre les OMD,
2. Poursuivre la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel, le renforcement des capacités locales et l'élaboration de mesures financières incitatives pour que les collectivités locales puissent appliquer les politiques nationales avec compétence au sein des localités et aussi élaborer leurs propres politiques locales en vue de réaliser les OMD, d'encourager la participation citoyenne et de mobiliser des ressources supplémentaires sur place,
3. Veiller à ce que les principes et normes adoptés au plan international concernant la démocratie locale, la bonne gouvernance et la décentralisation aient un véritable effet aux niveaux national, des États ou local, et en contrôler la mise en oeuvre pratique.

Les participants au Forum :

ONT EXHORTÉ les autorités nationales et leurs partenaires du développement, le secteur privé et les organisations de la société civile, ainsi que les collectivités locales et leurs associations à accélérer la réalisation des OMD en adoptant, tout en tenant compte de leurs contextes nationaux respectifs, l'approche "Développement local grâce aux collectivités territoriales", laquelle se fonde sur la conception et la gestion de stratégies de développement local par les autorités locales, afin d'arriver à un développement durable.

ONT EXHORTÉ les dirigeants politiques nationaux et les autorités nationales à :

1. Reconnaître que des politiques nationales de développement local sont nécessaires pour faire avancer les réformes sur la décentralisation, afin que celles-ci ne se limitent pas à la mise en place de structures politiques et administratives infranationales mais créent les conditions favorables à des administrations locales démocratiques tournées vers le développement.
2. Laisser aux collectivités locales une autonomie appréciable, et notamment, le cas échéant, une reconnaissance légale et constitutionnelle, afin de leur permettre d'exercer leur leadership, d'innover pour répondre aux défis nombreux et variés que pose le développement local, de mobiliser des ressources supplémentaires sur place, de stimuler l'émergence d'une participation civique active et au bout du compte, de devenir de meilleurs partenaires de l'État dans la lutte contre la pauvreté,
3. D'exercer le leadership requis pour que toutes les agences de l'administration centrale procèdent aux réformes sur la décentralisation de façon cohérente, pour vaincre les résistances bureaucratiques au transfert des fonctions et des ressources et renforcer les capacités de l'administration centrale afin qu'elle puisse appuyer et superviser les collectivités territoriales autonomes et mieux rendre compte de leurs propres activités tant à leurs administrés qu'à l'État,
4. Mettre en place les structures nécessaires à de bonnes relations intergouvernementales entre les administrations centrales, des États et locales, afin de garantir une coopération étroite et un consensus sur la localisation des OMD.

ONT EXHORTÉ les partenaires du développement à :

1. Veiller à ce que les stratégies et programmes d'assistance externe au pays soient au courant des initiatives nationales et les soutiennent afin de promouvoir le développement local et de mettre en place les réformes sur la décentralisation, notamment en impliquant les collectivités locales dans la conception et la mise en oeuvre des stratégies,
2. Veiller à ce que les modalités d'aide conçues à l'origine pour harmoniser l'aide extérieure et l'aligner sur les politiques sectorielles nationales ne renforcent pas les tendances centralisatrices et ne compromettent pas les aptitudes des collectivités locales à participer activement, et à faire en sorte que leurs avantages comparatifs soient pris en compte dans la conception et la mise en oeuvre de telles politiques,
3. Fournir, chaque fois que c'est possible et pertinent, une aide coordonnée à l'élaboration de stratégies de développement local et aux programmes de mise en oeuvre connexes,
4. Appuyer le renforcement des capacités des collectivités locales pour qu'elles puissent concevoir et mettre en oeuvre des stratégies de développement local qui contribuent à la réalisation des OMD, en forgeant de plus en plus souvent des partenariats avec lesdites collectivités locales et leurs associations nationales, régionales et mondiales.

ONT EXHORTÉ le secteur privé et les organisations de la société civile à :

1. Collaborer avec les autorités tant locales que nationales pour recenser le potentiel et les ressources présents sur place et peu exploités et en tirer le plus grand parti possible, y compris les ressources humaines, financières et naturelles,
2. Maintenir un dialogue ouvert et constructif avec les autorités nationales et locales pour favoriser la mise en place d'un environnement propice aux affaires,
3. Collaborer avec les autorités locales pour élaborer des stratégies de développement local et définir un agenda commun, et faire intervenir leurs ressources financières et leurs capacités humaines pour leur mise en oeuvre,
4. Promouvoir les partenariats et développer des solutions émanant de la communauté et du secteur privé pour la fourniture de services de base ayant un impact sur la réalisation des OMD, et renforcer les partenariats avec les collectivités locales afin de mettre ces solutions en oeuvre de façon efficace,
5. Plaider pour l'autonomisation des collectivités territoriales et les responsabiliser en mettant en place les institutions requises pour l'audit social des performances des administrations locales et en encourageant la transparence et l'inclusion de tous.

ONT EXHORTÉ les associations de collectivités locales à :

1. Faire leur et défendre l'idée que les collectivités territoriales ont un rôle à jouer dans le développement, en se focalisant sur ce qui doit être fait pour promouvoir un développement local réel, favorable aux pauvres, en plus de la mise en place de structures et systèmes infranationaux,
2. Plaider pour des réformes de décentralisation motivées par un engagement stratégique national en faveur du développement local et fournir le degré d'autonomie indispensable aux autorités locales pour qu'elles se sentent en mesure de contribuer à la réalisation des OMD,
3. Sensibiliser les collectivités locales et renforcer leurs capacités pour qu'elles puissent réaliser leur potentiel en matière de développement local et d'OMD, en se focalisant sur le leadership local et l'adoption de pratiques de gestion stratégiques,
4. Élargir et approfondir leur interaction avec les partenaires de l'aide au développement en exprimant systématiquement les préoccupations et besoins des collectivités locales lors de processus de négociation et de formulation des programmes d'aide au niveau national, et en offrant des voies nouvelles et complémentaires pour l'aide externe afin de renforcer les capacités des collectivités locales en matière d'élaboration des politiques et d'administration du développement,

5. Travailler aux niveaux régional et international pour diffuser et encourager les bonnes pratiques dans les administrations locales et faciliter les partenariats internationaux entre collectivités locales ainsi que les liens entre villes.

ENFIN

Les organisateurs du Forum mondial et ses participants **ONT CONVENU** qu'une "approche locale" peut ne pas être *la seule* solution aux difficultés économiques, sociales et environnementales, mais qu'elle peut certainement *faire partie de la solution*. Les participants au forum ont convenu qu'il est possible d'envisager un avenir où les zones rurales seront florissantes, les villes seront des pôles de développement et les bénéfices de la croissance seront répartis entre pays et au sein de ceux-ci.

L'UNCDF et le PNUD, organisateurs du Forum mondial, continueront de mener les actions proposées plus haut en appuyant les initiatives des autorités nationales, des partenaires du développement, du secteur privé, des organisations de la société civile et des collectivités locales et de leurs associations, afin de continuer à autonomiser les autorités locales et de faire en sorte qu'elles réalisent leur plein potentiel en tant qu'agents clés du changement et du développement.